

Du PIB aux nouveaux indicateurs de prospérité : les enjeux d'un tournant historique

Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry

Pendant plus d'un demi-siècle, le produit intérieur brut (PIB) a été considéré comme le principal indicateur de prospérité et a contribué à une assimilation abusive entre croissance économique et amélioration du bien-être de tous. Cette position hégémonique lui est aujourd'hui contestée. Les débats sur la mesure du progrès, de la richesse ou du bien-être gagnent de nombreux milieux et les propositions de mesures alternatives se multiplient.

Nous suggérons ici que le débat sur les nouveaux indicateurs de progrès est symptomatique d'un tournant historique et mérite à ce titre la plus grande attention. Nous procédons en quatre temps.

Dans une première section, nous rappelons le contexte particulier dans lequel la comptabilité nationale – dont le PIB est issu – a été établie, comme outil d'une politique économique ancrée dans les compromis sociaux de l'après-guerre. Ce contexte explique les conventions comptables retenues à l'époque, conventions qui semblent aujourd'hui étriquées en regard d'un monde qui a profondément changé.

Dans la section deux, nous présentons trois familles de problèmes qui justifient la recherche d'indicateurs alternatifs : les finalités sociales auxquelles la croissance économique ne répond pas, ou pas correctement ; le hiatus qui peut exister entre celle-ci, d'une part, et l'évaluation subjective de la « satisfaction de vie », d'autre part ; enfin l'épuisement des ressources naturelles ou, plus généralement, l'ensemble du problème environnemental.

La section trois a pour objet de présenter un panorama succinct d'indicateurs mis en débat aujourd'hui, regroupés selon les trois champs évoqués ci-dessus, puis d'exposer les principales questions que soulève le choix de l'un ou l'autre indicateur. Cet examen méthodique révèle le lien inextricable qui unit les questions d'ordre technique et celles de nature normative.

En découle la quatrième et dernière section, consacrée aux enjeux les plus fondamentaux du débat. Bien que les limites du PIB deviennent évidentes, celui-ci demeure largement hégémonique. L'absence de consensus sur un indicateur alternatif au PIB semble traduire les incertitudes d'une société qui se cherche, rappelant à certains égards la situation qui précédait l'émergence de la comptabilité nationale. Les acteurs en présence sont nombreux et les finalités qu'ils portent peuvent être quantifiées de manières diverses : le risque est grand que les indicateurs soient détournés des finalités qu'ils entendent servir, du simple fait de choix méthodologiques inappropriés. Ce risque s'amplifie au regard du contexte historique dans lequel les débats ont lieu : potentiels porte-voix d'une redéfinition de la prospérité, les indicateurs sont aussi le rouage d'un système de « gouvernance managériale ». Or, il semble que les caractéristiques de ce système ne font qu'alimenter les problèmes qu'il s'agirait au contraire de dépasser. Il importe donc de reconnaître, parmi les indicateurs aujourd'hui proposés, ceux qui portent réellement des changements de fond et de démasquer ceux qui n'offrent qu'un toilettage de façade.